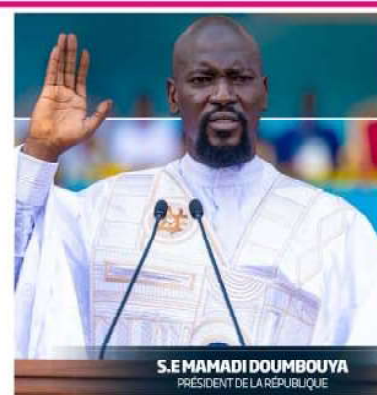


HOROYA

Quotidien national

"Aujourd'hui, je vous lance un appel : continuons d'unir nos forces, nos intelligences et nos talents pour construire notre pays"



S.E. MAMADI DOUMBOUYA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

N°8347 DU LUNDI 16 FEVRIER 2026 * 65^{ème} ANNÉE www.horoya.net - horoya1958@gmail.com PRIX : 2000 GNF



Quartier Bambéto, Immeuble ARPT, 6ème étage,
Commune de Ratoma, Conakry - Rép. Guinée
www.arsjpa.gov.gn
info@arsjpa.gov.gn
Tel : +224 612 13 03 03

ARS JPA

**Jouez de manière responsable:
Contrôlez votre argent
Contrôlez votre Temps.**

A D D I S - A B E B A



P3

La Guinée reprend son envol diplomatique

OUSMANE GAOUAL FACE A LA PRESSE

Elections, Toumba et Union africaine au cœur des débats



P.2

GOLÉAH (COYAH) La soif persiste malgré quelques forages

P. 8



1XBET

JOUEZ MAINTENANT

1XGAMES

TOURS CHANCEUX,
GAINS ÉPIQUES



HOROYA
Quotidien national

QHoroya
Journal Horoya
www.horoya.net

POUR VOS ABONNEMENTS

Siège : Dans l'enceinte de la RTG Boulbinet - Kaloum
Tél: +224 664 633 212 / 623 693 886 - BP : 191 Conakry
E-mail : horoya1958@gmail.com

OUSMANE GAOUAL DIALLO FACE A LA PRESSE

Elections, Toumba et UA au cœur des débats

Le ministre porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, s'est exprimé, vendredi 13 février 2026, devant la presse nationale, abordant plusieurs dossiers brûlants de l'actualité politique et institutionnelle. Transparence électorale, mise en place du premier gouvernement de la 51^{re} République, transfert du détenu Toumba Diakité et participation du président au sommet de l'Union africaine : autant de sujets qui ont rythmé cette rencontre très attendue.

Des élections saluées pour leur sérénité

Le porte-parole a tenu à féliciter les médias pour leur rôle dans la couverture de l'élection présidentielle et du référendum. Selon lui, la Guinée a franchi une étape historique en organisant deux scrutins majeurs sans conflits ni contentieux. « Notre pays s'est distingué pour la première fois par l'organisation de deux élections majeures sans incidents », a-t-il déclaré, soulignant l'importance de la presse dans la consolidation de la démocratie.

La V^e République en marche

Diallo a ensuite évoqué la mise en place du premier gouvernement de la 51^{re} République, présenté comme une étape décisive



publique sur les circonstances de ce transfert.

La Guinée au sommet de l'Union africaine

Le président de la République participera au prochain sommet de l'Union africaine. Cette présence est perçue comme une opportunité pour renforcer la voix de la Guinée sur la scène continentale et défendre ses priorités stratégiques, notamment en matière de paix, de coopération économique et de développement durable.

Vers les législatives et communales

Enfin, Ousmane Gaoual Diallo a annoncé que les préparatifs des élections législatives et communales étaient en cours. Ces scrutins viendront compléter le processus démocratique engagé, en renouvelant les instances représentatives locales et nationales.

Amadou Mouctar Diallo & Ibrahima Kalil Sylla

pour la stabilité institutionnelle. L'exécutif entend travailler dans la transparence et répondre aux attentes des citoyens, dans un contexte où la confiance envers les institutions reste un enjeu central.

Toumba Diakité transféré à Coyah

Interrogé sur les événements récents à la Maison centrale de Conakry, le ministre a confirmé le transfert du détenu Aboubacar Sidiki

Diakité, alias Toumba, vers la prison de Coyah. Il a assuré qu'aucune atteinte à son intégrité physique n'avait été constatée et promis une communication officielle pour éclairer l'opinion

PERSONNE A MOBILITE REDUITE**Le gouvernement plaide pour leur insertion socioprofessionnelle**

À l'occasion d'une rencontre d'échanges avec plusieurs organes de presse, le ministre porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, a mis en avant la nécessité d'une meilleure intégration des personnes handicapées dans la société guinéenne.

Le ministre a reconnu que ces citoyens, souvent marginalisés, doivent désormais occuper une place centrale dans la vie nationale. « Ce sont des personnes qui méritent d'occuper des postes importants afin d'apporter leur expertise et leur compétence au développement de notre nation », a-t-il déclaré, rappelant que le pré-

sident Mamadi Doumbouya a fait de la prise en charge du handicap une priorité constitutionnelle.

Des infrastructures encore inadaptées

Ousmane Gaoual a souligné les défis persistants liés à l'accessibilité des bâtiments publics et des établissements scolaires. « Si un handicapé était ici, il n'aurait pas pu assis-

ter à cette conférence de presse. Ce bâtiment n'a pas été conçu pour accueillir quelqu'un qui n'est pas valide », a-t-il reconnu, avant d'ajouter que les nouvelles architectures devront obligatoirement intégrer des normes d'accessibilité.

Le porte-parole a insisté sur la responsabilité de l'État mais aussi des entreprises

privées, appelées à réserver des places aux personnes handicapées dans le monde du travail. « Certes, il a un handicap, mais son cerveau marche comme le nôtre. On peut adapter le bureau à toutes les formes de handicaps », a-t-il affirmé, encourageant une évolution des mentalités.

IKS

HOROYA
Quotidien national

BP: 191 Conakry, République de Guinée
E-mail: horoya1958@gmail.com Siège: Boulbinet - C. de Kaloum

DIRECTEUR GENERAL

Ibrahima Koné
Tél: 664 63 32 12 / 624 94 45 99
konesayon1@gmail.com

DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE

Marie Louise Diallo
Tél: 623 69 38 86 marielouisediallo1@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Amadou Kendessa Diallo
Tél: 622 48 10 45 kenssa2@gmail.com

SECRETAIRE GENERAL

Jean Marie Morgan
Tél: 622 26 97 26 morgan1535@gmail.com

RUBRIQUE POLITIQUE & ECONOMIE

Lansana Sarr 628 97 19 33
Th. Kalifatou Doumbouya 624 69 31 55

RUBRIQUE EDUCATION & SOCIETE

Balla Yombouno 628 74 23 08
Sékouba Kourouma 628 00 36 63

Tél: 628 97 19 33 sarrlansana93@gmail.com

RUBRIQUE CULTURE & SPORT

Maïmouna Bangoura 622 21 12 26
Ibrahima Sory Bangoura 625 21 78 24

CHEF SERVICE RESEAUX SOCIAUX

Mamadou Mouctar Diallo 622 32 39 58

CHEF SERVICE FABRICATION

Abdoulaye Alsény Bangoura
Tél: 664 00 44 47 abalbangou@gmail.com

RESPONSABLE SITE

Youssouf Hawa Kéita Tél: 622 28 54 00

CHEF SAF

Aïssata Bilivogui 622 55 61 42

CHEF SERVICE COMMERCIAL & RECouvreMENT

Diaka Sanoh Tél: 622 33 13 57

DISTRIBUTION

Alpha Saliou Diallo 628478037

ARCHIVES

Sââ Adolphe Kondano 627 99 64 74

PHOTO

Lamine Sylla 621 70 61 13

ADDIS-ABEBA

La Guinée reprend son envol diplomatique

À l'aéroport international Ahmed Sékou Touré, l'image est saisissante : le Président de la République de Guinée, Mamadi Doumbouya s'est envolé vers Addis-Abeba pour le 39^e Sommet de l'Union africaine. Ce n'est pas seulement un voyage diplomatique, c'est un symbole. La Guinée, longtemps tenue à l'écart, retrouve enfin sa place au sein de la grande famille africaine.



Ce retour, fruit d'une élection présidentielle qui a rétabli la confiance, agit comme un passeport diplomatique : il ouvre les portes des projets de développement et redonne souffle aux ambitions nationales.

Mais derrière les sourires et les accolades, l'Union africaine reste vigilante. Elle observe, elle juge, elle exige. Son intransigeance face aux dérives constitutionnelles est

ingérence qui piétine la souveraineté nationale. Pour d'autres, c'est une garantie que nul État ne peut traiter ses citoyens comme une propriété privée.

La scène est donc celle d'un équilibre fragile : entre le droit des peuples à décider de leur destin et la nécessité d'un cadre commun pour éviter les dérives.



sonne comme une victoire sur les forces négatives. Nombreux étaient ceux qui voulaient clouer au pilori les actions des autorités de Conakry. Aujourd'hui, ils constatent à leurs dépens que la communauté africaine reconnaît à sa juste valeur les avancées considérables de la Guinée dans



une épée à double tranchant. Pour certains, c'est une

Aujourd'hui, la Guinée ne part pas seulement à Addis-Abeba. Elle part

à la conquête d'une nouvelle crédibilité, d'une voix qui compte

dans le concert africain. Après les turbulences, le pays choisit de reprendre son envol vers l'unité et

la transformation.

En définitive, le retour de la diplomatie guinéenne dans le concert des Nations

tous les secteurs, pour un développement harmonieux et durable.

J.-M. Morgan



Lire Horoya c'est bien, s'y abonner c'est mieux

FADEM

Entretien avec le DG Souleymane Diallo

Véritable levier stratégique pour la presse guinéenne, le Fonds d'appui au développement des médias (FADEM) s'est donné pour mission de transformer le paysage médiatique national par le biais du financement, de la professionnalisation et de la transparence. Alors que le secteur traverse une phase de mutation profonde, son Directeur général, Souleymane Diallo, dresse un bilan sans concession de l'année 2025 et dévoile une feuille de route ambitieuse pour 2026. Entretien !

HOROYA : Veuillez-vous présenter à nos lecteurs !

Souleymane Diallo : Je suis Souleymane Diallo, Directeur général du Fonds d'appui au développement des médias (FADEM).

Quelles sont les missions fondamentales du FADEM ?

Le FADEM a pour vocation première d'épauler les médias publics et privés de Guinée. Notre action s'articule autour de trois axes : le financement, le développement et la promotion du secteur. Cet appui est essentiel pour consolider la démocratie, la cohésion sociale et le pluralisme. Notre objectif est de permettre aux médias de produire une information crédible, claire et responsable, garantissant ainsi une véritable liberté d'expression.

Quelles actions majeures avez-vous menées au cours de l'année 2025 ?

DG Fadem : L'année 2025 a été celle de la structuration. Nous avons finalisé le manuel de procédures encadrant l'octroi des subventions et



défini des critères d'éligibilité rigoureux pour les futurs appels à projets. Parallèlement, nous avons collaboré étroitement avec notre ministère de tutelle pour intégrer l'aide à la presse dans la Loi sur la liberté de la presse.

Sur le plan infrastructurel, nous avons porté le projet du siège commun qui abritera le FADEM, l'AGP et la Radio rurale. Enfin, nous avons

appuyé l'élaboration de la cartographie des médias et soutenu plusieurs programmes de renforcement des capacités pour spécialiser les acteurs du secteur.

Quel mécanisme d'appui aux médias le FADEM compte-t-il pérenniser ?

Le FADEM est désormais le point focal unique de toutes les aides destinées aux médias en Guinée. Pour

rompre avec les pratiques opaques du passé, l'appui se fera désormais via des appels à projets transparents. Les aides prendront la forme de subventions directes ou de dotations en équipements, afin d'instaurer un système plus structurant et équitable pour tous.

Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous faites

face ?

Le chemin est parsemé de défis. Nous sommes confrontés à une certaine lenteur administrative, à une insuffisance de ressources humaines et matérielles, ainsi qu'au retard dans la mise en place de notre Conseil d'administration. Malgré ces obstacles, le FADEM poursuit sa mission avec détermination, en concertation permanente avec les autorités de tutelle.

Quelles sont vos perspectives prioritaires pour 2026 ?

Pour 2026, nos chantiers sont vastes : la création du répertoire national des médias, le renforcement des capacités des patrons de presse et le lancement d'un fonds pilote d'appui direct. Nous poursuivrons également les travaux de construction du siège et mettrons l'accent sur la mobilisation de ressources non fiscales pour garantir un soutien pérenne et indépendant au secteur.

Votre mot de la fin ?

Le FADEM est un partenaire engagé et ouvert à tous les acteurs de l'écosystème médiatique. Notre ambition demeure intacte : contribuer activement à l'émergence d'une presse guinéenne professionnelle, libre et socialement responsable.

Propos recueillis par
Thierno Kalifatou
Doubouya

ETAT CIVIL

Les extraits de naissance biométriques au compte-gouttes

Depuis près de trois mois, les citoyens guinéens font face à une pénurie persistante d'extraits de naissance biométriques, documents indispensables pour toute démarche administrative, judiciaire ou de voyage. Cette rupture, qui touche plusieurs communes du pays, suscite frustration et inquiétude au sein de la population.

Dans la commune de Ratoma, Thierno Alpha Diallo raconte son désarroi : « J'ai effectué toutes les démarches depuis trois mois, mais on me demande toujours de patienter. Pendant ce temps, mes dossiers sont bloqués. Je dois voyager, mais sans ce document, tout est compromis », déplore-t-il. Même constat du côté de Safiatou Camara, visible-

ment découragée : « On nous exige l'extrait de naissance partout, mais l'État n'est pas en mesure de nous le fournir. Cela décourage énormément », confie-t-elle.

Du côté des services d'état civil, les explications ne rassurent guère. Ousmane Kaba, agent de la commune de Matoto, évoque une rupture généralisée des papiers sécurisés nécessaires à la

production. « La demande a fortement augmenté après l'annonce de la gratuité. Mais depuis deux à trois mois, la production est à l'arrêt. Nous demandons aux citoyens de rester patients », explique-t-il, renvoyant vers le ministère de l'Administration du Territoire pour davantage de précisions.

Cette situation paralyse des milliers de dossiers et compromet l'accès aux

droits fondamentaux. Dans un contexte socio-économique déjà difficile, les citoyens lancent un appel pressant aux autorités pour rétablir la délivrance normale des extraits de naissance biométriques. Pour beaucoup, il en va de la crédibilité de l'État et de la fluidité des démarches administratives.

Alexis Nyankoye
Tonamou

**Lire
Horoya
c'est bien,
s'y abonner
c'est mieux**

CELEBRATION DE LA FETE NATIONALE DU JAPON

La Guinée salue un partenaire fiable et constant

L'ambassade du Japon en République de Guinée a célébré l'anniversaire de Sa Majesté l'Empereur Naruhito et l'amitié guinéo-japonaise, vieille de 50 ans. A cette occasion, le Premier ministre, Amadou Oury Bah, accompagné des membres du Gouvernement, des diplomates accrédités en Guinée et des représentants d'institutions internationales ont assisté à cet événement solennel marquant une coopération solide entre les deux Etats. Avant les discours officiels, les hymnes des deux pays ont résonné comme un symbole d'un dialogue constant et d'une volonté partagée de bâtir un avenir durable.



Dans son allocution, l'ambassadeur du Japon, Son Excellence Kato Ryuichi, a livré un témoignage empreint de sincérité et d'émotion. Évoquant ses trois années passées en Guinée, il a rappelé ses nombreux déplacements à travers le pays, ses milliers de kilomètres parcourus à pied, et les visages rencontrés au fil des routes. Il a salué la patience et la résilience du peuple guinéen, tout en soulignant les défis persistants liés au partage équitable des richesses. Pour lui, l'avenir repose sur l'éducation et la formation des jeunes générations, comparées aux fondations invisibles d'une maison,

mais essentielles à la stabilité et au progrès des cinquante prochaines années.

Du côté guinéen, cheffe de cabinet au ministère des Affaires étrangères, Mariama Bailo Barry, a réaffirmé la solidité des relations bilatérales entre les deux nations, fondées sur le respect mutuel et la coopération sincère. Elle a rappelé l'appui constant du Japon dans des secteurs vitaux tels que les infrastructures, la santé, l'éducation, la pêche et le renforcement institutionnel.

Mme Barry a qu'il y a aussi la perspective de nouveaux axes de collaboration dans l'industrialisation, la techno-



logie, la transition énergétique et l'agriculture moderne.

Elle a également salué l'action diplomatique de l'ambassadeur, artisan du rapprochement culturel et humain entre les deux peuples.

La cérémonie s'est poursuivie par une projection retraçant cinquante ans de coopération, mettant en lumière les réalisations communes et les ambitions partagées. Les invités ont ensuite découvert le savoir-faire japonais à travers l'exposition de véhicules de marques emblématiques et la dégustation de spécialités culinaires,

témoignant de la richesse d'un échange qui dépasse les frontières politiques pour toucher la vie quotidienne.

Cette célébration, au-delà des discours et des symboles, s'est imposée comme un moment de mémoire et de projection. Elle a rappelé que l'histoire des relations guinéo-japonaises est faite de constance et de confiance, mais qu'elle s'écrit aussi dans l'espérance d'un avenir où la jeunesse, la formation et l'innovation seront les piliers d'une coopération toujours plus féconde.

**Amadou
Mouctar Diallo**



KATALA 2026

Le retour aux sources pour la 9^{ème} édition

Le 12 février 2026, l'Agence More and More a officiellement lancé la neuvième édition du KATALA, sous le thème des « Refondateurs de la Guinée émergente ». Après plusieurs éditions organisées à Dakar, Abidjan et à l'échelle de la CEDEAO, ce carrefour de célébration des talents revient à ses racines guinéennes. Le rendez-vous est fixé au 24 avril 2026 au chapiteau By Issa de Conakry, marquant une étape symbolique pour un événement qui s'est imposé, depuis 2017, comme un baromètre de l'excellence nationale.



Dans une Afrique en pleine transformation, cette édition se concentre sur les « bâtisseurs silencieux », ces acteurs du quotidien dont les réformes et les

résultats concrets soutiennent le développement du pays. Trente personnalités seront ainsi distinguées à travers six pôles stratégiques : l'agriculture et le

commerce, l'éducation et la culture, les infrastructures et les technologies, l'économie et les finances, la santé, ainsi qu'une catégorie dédiée à la révélation

politique.

Pour le comité d'orga-

nisation, l'objectif reste de valoriser l'impact réel et la valeur du travail plutôt que la simple visibilité médiatique, en s'appuyant sur la rigueur d'un comité scientifique composé de jeunes professionnels africains.

Au-delà de la simple distinction honorifique, le KATALA se veut un espace de transmission et de repère pour les générations futures. Comme l'a souligné Hervé Vincent Kourouma, représentant des nominés du secteur de la santé, cette reconnaissance vient saluer des an-

nées de sacrifices souvent accomplis loin des projecteurs, dans les hôpitaux ou les écoles de l'intérieur du pays.

Cette année, le retour en Guinée s'accompagne d'une innovation majeure : l'émission « KATALA Refondateur ». Ce programme, qui sera diffusé sur la télévision nationale et sur le web, proposera un éclairage approfondi sur le parcours des lauréats, documentant ainsi l'histoire de ceux qui façonnent la société guinéenne par des actions concrètes.

Amadou Mouctar Diallo

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA RADIO

Un média qui résiste au temps

À l'ère des réseaux sociaux et de l'information instantanée, la radio continue de s'imposer comme un média de confiance, accessible et profondément humain. Célébrée chaque 13 février, la Journée internationale de la radio rappelle le rôle essentiel de ce média centenaire dans l'information, la culture et la cohésion sociale.

Née au début du XXI^e siècle, la radio a traversé les époques sans jamais perdre sa pertinence. Guerres, transitions démocratiques, crises sanitaires ou climatiques : dans les moments clés de l'histoire contemporaine, elle a souvent été la première source d'information, parfois la seule.

Aujourd'hui encore, la radio demeure l'un des médias les plus accessibles au monde. Elle ne nécessite ni connexion Internet coûteuse ni compétences techniques avancées. Dans de nombreuses régions rurales ou enclavées, elle reste un lien vital entre les populations et le reste de la société.

« La radio crée une relation intime avec l'auditeur. Elle informe, mais elle accompagne

aussi le quotidien », explique un professionnel du secteur. Cette proximité, fondée sur la voix et l'écoute, distingue la radio d'autres médias plus visuels et plus fragmentés.

Face à la prolifération de la désinformation, la radio conserve également une forte crédibilité. Les formats de débat, les journaux parlés et les émissions de service public permettent de contextualiser l'actualité et de donner la parole à des experts, tout en restant compréhensibles pour un large public.

Loin d'être figée, la radio s'est réinventée. Podcasts, radios en ligne, diffusion sur mobile : les technologies numériques ont élargi son audience, notamment auprès des jeunes générations. Ce renouveau prouve que la radio n'est pas un média

du passé, mais un média en constante évolution.

Instituée par l'UNESCO, la Journée internationale de la radio met également en avant son rôle dans la promotion de la diversité culturelle, de la liberté d'expression et du pluralisme des médias. Des valeurs fondamentales à l'heure où l'espace médiatique est parfois fragilisé.

Le 13 février n'est donc pas seulement une célébration symbolique. C'est un rappel : dans un monde saturé d'images et de flux numériques, la radio continue de faire entendre des voix essentielles. Discrète mais puissante, elle reste un pilier de l'information et un espace irremplaçable de dialogue.

Mohamed N'diaye & Diyé touré

NECROLOGIE



La Poste guinéenne a le profond regret d'annoncer le décès de sa collègue Madame Mariama Ciré Sakho, Cheffe de la Division Commerciale, survenu cet après-midi au CHU Ignace Deen.

En cette douloureuse circonstance, la Direction Générale et l'ensemble du personnel de La Poste Guinéenne adressent leurs sincères condoléances à sa famille, à ses proches et à tous ceux qui l'ont connue et appréciée.

Que son âme repose en paix et que la Terre lui soit légère.

AMEN !

Yakouba Kourouma, le Mozart de la fiscalité minière guinéenne

Dotée par dame nature d'un immense potentiel minier, la Guinée est souvent qualifiée, à juste raison, de scandale géologique. Depuis son indépendance, le pays tire l'essentiel de ses revenus du secteur minier, un pilier stratégique de son économie. Cette richesse naturelle a, au fil des décennies, hissé la Guinée au rang de destination fortement prisée pour les multinationales du secteur extractif.

Aujourd'hui, l'industrie minière guinéenne connaît un essor sans précédent. Les investissements explosent et atteignent des niveaux records, tout comme les exportations de minerais — bauxite, or et, désormais, fer. Pourtant, cette dynamique impressionnante peine à se traduire par un développement économique à la hauteur des attentes nationales.

Face à la complexité et à la sophistication des montages financiers et juridiques élaborés par de grands cabinets internationaux au profit des multinationales, l'assiette fiscale se réduit ainsi, année après année, à une portion congrue...

Conscients de cette réalité et désireux d'inverser cette tendance léonine, certains cadres guinéens ont, très tôt, pris l'initiative de se former au sein des prestigieuses universités du monde, reconnues pour leur expertise en fiscalité minière. En attendant une réponse institutionnelle forte de l'administration minière, ces démarches individuelles incarnent un espoir de rééquilibrage.

C'est dans cette dynamique de cet attelage d'une élite visionnaire et patriotique que s'inscrit Yakouba Kourouma dont le parcours et l'expertise lui valent aujourd'hui le surnom éloquent de « Mozart de la fiscalité minière guinéenne ».

Qui est donc Yakouba Kourouma ?

Ce brillantissime cadre fait partie du gotha de technocrates sur lesquels repose l'ambitieux projet de réforme de l'actuelle administration minière guinéenne. Depuis 2022, il occupe la fonction hautement stratégique de Conseiller économique et fiscal au ministère des Mines et de la Géologie.

À ce poste, sa responsabilité reste tout aussi stratégique. Car, il a la lourde charge de veiller avec dextérité et rigueur à la bonne conduite des politiques économiques et fiscales du secteur. Son expertise porte sur l'analyse pointue de l'évolution des marchés, le suivi du prix des matières premières et l'examen des accords spécifiques liés aux infrastructures minières. Parallèlement, il est en première ligne pour identifier les risques de fraudes et proposer des réformes visant à lutter contre l'évasion fiscale, afin d'optimiser les revenus miniers de l'État.

L'artisan de l'instauration du prix de référence de la bauxite en Guinée

Dès sa prise de fonction en janvier 2022, l'expert en fiscalité minière s'est attelé à une analyse minutieuse des causes structurelles des pertes de recettes minières. Son diagnostic a mis en lumière deux pratiques récurrentes et préjudiciables : la prolifération des exonérations fiscales et la sous-évaluation chronique du prix de vente de la bauxite.

Les conclusions de ce travail, sans appel, ont débouché sur des

recommandations majeures. Parmi lesquelles l'instauration d'un prix de référence de la bauxite en Guinée et la création d'un comité de suivi chargé de veiller à son application. Ces initiatives lumineuses portant le sceau indélébile de l'espérance et saluées par de nombreux observateurs avertis, sont perçues comme le point de départ d'une véritable révolution dans l'histoire de la fiscalité minière en Guinée.

S'appuyant sur les chiffres d'affaires déclarés à la Direction générale des impôts et sur les niveaux de production réelle, les travaux menés par Yakouba Kourouma que certains appellent affectueusement le « Mozart de la fiscalité minière », ont permis de découvrir des disparités totalement hallucinantes. Alors que certaines sociétés déclaraient des prix de vente oscillant entre 9 et 14 dollars US la tonne, d'autres annonçaient, au même moment et pour un minerai de teneur quasi identique, un prix de 45 dollars US.

Grâce à cette mesure particulièrement innovante, l'État pourrait substantiellement générer des recettes supplémentaires estimées à environ 1 milliard de dollars US, rien que dans le seul secteur de la bauxite, indiquent ses prévisions analytiques.

Déterminé à ne pas s'arrêter en si bon chemin dans la croisade contre toute forme de fraude — qu'il s'agisse de sous-capitalisation, de fausse facturation ou d'érosion de la base fiscale dans le secteur minier —, le Conseiller économique et fiscal du ministère des Mines apparaît comme un ardent défenseur de la mise en place de nouveaux mécanismes fiscaux destinés à limiter les effets des pratiques résiduelles, notamment les prix de transfert.

Avec l'entrée en production de projets miniers majeurs tels que Simandou et Nimba Mining Company, M. Kourouma estime que, par une maîtrise efficace des prix de transfert, les recettes minières de la Guinée pourraient croître du simple au double. Comme l'annonce une prévision de la Banque mondiale qui table sur un accroissement annuel des revenus miniers guinéens de 1,1 à 2,1 milliards de dollars US en fonction de la fluctuation du prix du minerai de fer sur le marché. Une embellie prévisionnelle des recettes minières qui serait principalement portée par le mégaprojet Simandou.

Parcours académique et expertise technique

En janvier 2011, l'Institut Supérieur des Mines et de la Géologie de Boké révèle à sa communauté académique toute l'étendue du génie de l'étudiant Yakouba Kourouma. Celui-ci soutient brillamment son mémoire de fin d'études intitulé : « *Planification rationnelle de l'exploitation simultanée des plateaux bauxitiques de Sangarédi à l'horizon 2015* ». Une soutenance sanctionnée, sans surprise, par la mention excellente, qui le consacre Major de la 451^e promotion.



Fraichement diplômé de l'Institut géomines de Boké, Yakouba Kourouma est très vite repéré puis recruté par la State Power Investment Corporation (SPIC), une entreprise chinoise opérant dans la zone bauxitique de Boffa. Malgré son jeune âge, il est promu au poste stratégique de Responsable des relations publiques et institutionnelles du projet d'alumine de SPIC en Guinée.

À ce titre, sa mission consiste à conduire des analyses de marché approfondies afin d'assurer à l'entreprise un positionnement stratégique, juridique et concurrentiel solide dans le microcosme minier guinéen. Il est également chargé de veiller à la conformité du projet d'alumine avec la législation minière nationale. Par ailleurs, il a pour responsabilité de créer et d'entretenir des relations efficaces avec l'ensemble des parties prenantes du projet, notamment les ministères, les ONG, les médias, les autorités locales, les cabinets d'études et diverses personnes ressources.

En 2015, après avoir accumulé quatre années d'expérience professionnelle au sein de SPIC, Yakouba Kourouma, animé par la conviction que les mines guinéennes peuvent devenir un puissant catalyseur du développement du pays, se convainc de l'impérieuse nécessité de poursuivre ses études dans des institutions universitaires de renommée mondiale.

Dans sa quête permanente de la connaissance, il débarque en 2016 à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), au Canada, où il s'inscrit à la faculté des sciences économiques appliquées au secteur minier.

Trois années plus tard, en 2019, il obtient brillamment sa maîtrise avec mention « Très bien », après avoir soutenu son mémoire intitulé : « Impacts des régimes miniers sur les revenus fiscaux dans le secteur minier en Guinée : l'approche du modèle FARI ». Cette distinction marque l'aboutissement d'une expertise

incontestable dans les domaines de l'économie et de la fiscalité minière.

Parallèlement à ses études, en 2018, Yakouba Kourouma, désormais économiste fiscaliste dans le secteur minier, décide de mettre ses compétences au service de la coopération internationale. Il rejoint la GIZ (Agence allemande de coopération internationale) en tant que Consultant pour la Gouvernance Régionale du Secteur Extractif (GRSE) en Afrique de l'Ouest. Ses missions comprennent :

- La formation des cadres de l'administration publique guinéenne en modélisation financière avancée des projets miniers, destinée principalement aux agents du ministère des Mines et de la Direction générale des impôts ;
- Le contrôle fiscal de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) et de la Société des Mines de Boké (SMB) ;
- L'identification des indicateurs de risque pour sécuriser les revenus miniers en Guinée.

Son expertise ne se limite pas à la Guinée, puisque ses missions s'étendent également à d'autres pays de l'espace de la Mano River Union, notamment la Côte d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone.

Premier coup d'essai dans le consulting, premier coup de maître pour ce cadre surdoué. Cette expérience réussie lui ouvre entre 2019 et 2022 les portes de CPCS, une firme canadienne de management et de consulting. Cette entreprise joue actuellement un rôle clé en tant que conseil financier de l'État dans le cadre du projet Simandou. En sa qualité de Consultant au sein de la division Afrique francophone et Coordonnateur local de projets en Guinée, M. Kourouma fournit une assistance technique pour la mise

en place du Bureau d'Appui à la Coordination des Projets Miniers (BAC), financé par la Banque Africaine de Développement (BAD). Il participe également au développement du programme PPP de la Guinée, financé par la Banque Mondiale.

Toujours avec CPCS, l'expertise de Yakouba Kourouma s'exporte également au Gabon, où il contribue à l'étude de compétitivité du secteur minier.

De septembre à novembre 2025, il est sollicité en tant qu'expert en fiscalité minière par le ministère de l'Économie et des Finances, via le Centre de Formation en Finance Publique (CFFP), pour former les agents de la Direction générale des Impôts.

En mai 2024, M. Kourouma obtient une certification en Leadership Exécutif en Finances Publiques et Fiscalité à la prestigieuse Lee Kuan Yew School of Public Policy de Singapour. Cette reconnaissance vient renforcer sa capacité à élaborer et mettre en œuvre des politiques fiscales adaptées aux particularités du secteur minier.

Au regard de son impressionnant parcours, qui mieux aujourd'hui que Yakouba Kourouma, cadre émérite dans l'économie et la fiscalité minière pour apporter l'expertise tant recherchée et qui manque cruellement à l'administration fiscale dans le très stratégique secteur minier guinéen ?

Son profil de technocrate consommé, sa riche expérience de près de 15 ans dans le secteur minier, et son bagage d'ingénieur géo-mines, font de lui un rempart exceptionnellement redoutable contre l'évasion fiscale. Il est également en mesure de booster substantiellement les revenus miniers de l'État, contribuant ainsi au renforcement de l'immense chantier de refondation que le président de la République Mamadi Doumbouya a lancé depuis le 05 septembre 2021 dans le domaine des finances publiques guinéennes.

Amadou Kendessa Diallo

TAMBAYAH

Le réveil d'un district oublié aux portes de Coyah

Situé dans la commune rurale de Wonkifong, le district de Tambayah traverse une crise infrastructurelle profonde. Entre enclavement, manque d'eau potable et obscurité persistante, les populations locales, soutenues par leurs ressortissants, tentent tant bien que mal de pallier l'absence de l'État.

À seulement 3 km de Kakoulimayah, sur l'axe national Conakry-Forécariah, Tambayah semble appartenir à une autre époque. Malgré ses cinq secteurs et une population en forte croissance, ce district de la préfecture de Coyah cumule les défis : routes impraticables, déficit criant d'enseignants et accès quasi inexistant à l'eau potable et à l'électricité.

Face à l'urgence, les autorités locales n'attendent plus. M. Diallo Aliou Téli, vice-président du conseil de district, a détaillé les initiatives prises sur fonds propres. « Grâce aux droits de concession et aux donations, nous avons lancé la réfection de l'axe Kakoulimayah-Tambayah centre pour un coût de plus de 18 millions de francs guinéens », explique-t-il.

Le défi de l'énergie est également au cœur des préoccupations. Après des années dans le noir, le district a procédé à l'achat d'un transformateur et



de 34 poteaux électriques afin de tirer une ligne depuis Kakoulimayah. « Cela fait belle lurette que nous n'avons pas vu de courant dans nos foyers », déplore M. Diallo.

Le manque d'infrastructures ne s'arrête pas aux routes. Sylla Abdoulaye Maciré, secrétaire administratif du district, pointe du doigt l'absence de lieux de vie : pas de terrain de

football, pas de maison des jeunes, ni même de marché structuré. Si des équipements ont été acquis pour entamer certains travaux, le besoin d'un appui institutionnel reste indispensable pour transformer ces projets en réalité.

Le cri du cœur des sages

Pour le doyen du village, Mamadou Bangoura, le senti-

ment d'abandon est historique. Selon lui, depuis l'époque coloniale, Tambayah n'a survécu que grâce à la solidarité de ses fils.

« Depuis le temps de nos ancêtres, Tambayah n'a bénéficié d'aucune assistance extérieure. Notre école, notre mosquée et notre centre de santé ont tous été bâtis par les ressortissants », martèle-t-il.

Malgré cette résilience, le poids des besoins dépasse désormais les capacités commu-

nautaires. Après plus d'un an de démarches administratives pour le dossier électrique, le doyen sollicite officiellement l'appui des nouvelles autorités de l'État et des partenaires au développement.

À Tambayah, l'espoir repose désormais sur une oreille attentive du gouvernement pour que ce district, autrefois oublié, devienne enfin un acteur du développement de la préfecture de Coyah.

Abdoulaye Keïta
Photo: Lamine Sylla

INCENDIE A ENTA MARCHÉ 2

Des dégâts matériels importants

Un incendie s'est déclaré dans la nuit de dimanche 8 à lundi 9 février au quartier Enta marché 2, secteur PA, dans la commune urbaine de Tombolia. Le feu est parti d'un dépotoir d'ordures ménagères et de la Casse, provoquant une vive panique parmi les habitants.

Aux environs de 2 heures du matin, des bruits de détonations ont réveillé les citoyens. Les câbles électriques de la société EDG ont été calcinés, entraînant une forte variation de la tension dans le secteur. Plusieurs appareils électroménagers ont été endommagés, des ampoules ont explosé et le courant n'est toujours pas rétabli.

Issiaga Bangoura, directeur d'une école privée et résident du quartier, témoigne : « J'ai constaté la variation de la tension, le ventilateur roulait à vive allure et le congélateur faisait un grand bruit. En allumant l'ampoule, elle a explosé. J'ai immédiatement coupé le disjoncteur et réveillé le voisinage. »

Alertés par les explosions et la fumée, des jeunes du quartier se sont rendus sur les lieux pour constater l'origine du sinistre. Les autorités civiles et militaires, la police, la gendarmerie, la mairie et les sapeurs-pompiers ont été mobilisés. Une société locale a également participé aux opérations d'extinction, mais le feu n'était pas totalement maîtrisé dans l'immédiat.

Le président du quartier, professeur Cheick Abdoul Baldé,

souligne : « Heureusement, il n'y a pas eu de perte en vie humaine, mais les dégâts sont considérables. Nous remercions les jeunes qui ont pris l'initiative de réparer les fils électriques brûlés. »

Un dépotoir au cœur des préoccupations

Selon M. Baldé, l'origine du feu serait liée aux ordures ménagères ou à des mégots de cigarettes. Il rappelle que le dépotoir, dont les travaux d'aménagement avaient été entamés par ENABEL en 2024, reste inachevé malgré les multiples sollicitations auprès des autorités locales.

« Ce dépotoir est une menace pour les citoyens. Nous lançons un appel solennel aux autorités compétentes pour son achèvement et la mise en place de mesures de sécurité », a-t-il ajouté.

Si aucune victime n'est à déplorer, l'incendie du quartier Enta marché 2 met en évidence les dangers liés à la mauvaise gestion des déchets en milieu urbain. Les habitants, déjà privés d'électricité, demandent une action urgente pour sécuriser leur environnement et éviter de nouveaux drames.

Lansana Camara

GOLEAH (COYAH)

La soif persiste malgré quelques forages

Dans la commune rurale de Kouriah, préfecture de Coyah, les habitants de Goléah continuent de vivre un véritable calvaire pour accéder à l'eau potable. Située à cinq kilomètres de la route nationale n°1, cette localité de plus de 2/500 âmes souffre d'un manque criant d'infrastructures hydrauliques.



Des marigots et puits comme principales sources

Rencontrée au marigot, Mme Bountourabi Yattara raconte les difficultés quotidiennes : « C'est à travers des marigots et des puits qu'on s'approvisionne en eau de consommation. Mais pendant le mois de mars, l'eau tarit dans nos puits et marigots. Les forages qui existent sont insuffisants pour bien servir notre localité », déplore-t-elle.

Des distances épuisantes pour les femmes

Le chef secteur de Goléah centre, Ibrahima Sory Camara, confirme cette réalité. Selon lui, l'insuffisance de forages oblige les femmes à parcourir de longues distances pour chercher de l'eau. « Parfois, elles passent des heures avant d'obtenir quelques bidons », explique-t-il.

Trois forages pour tout un district

Le président du conseil de district, M. Bangoura Aboubacar, souligne que Goléah centre ne

dispose que de trois forages, un nombre largement insuffisant pour répondre aux besoins. Deux autres ont été réalisés par le bureau du district, mais restent inactifs faute de moyens pour les alimenter. « À défaut, les citoyens continuent d'utiliser l'eau des marigots et des puits, ce qui a un impact négatif sur la santé », alerte-t-il.

Électrification incomplète

Au-delà de l'eau, l'électrification demeure un autre défi. Tous les secteurs du district n'ont pas bénéficié du projet, accentuant les inégalités dans la localité.

Face à ces difficultés, les citoyens de Goléah sollicitent l'appui des autorités nationales pour la réalisation de nouveaux forages et l'achèvement des projets en cours. Leur souhait : mettre fin à la pénurie d'eau potable et améliorer les conditions de vie dans cette partie de Coyah.

Abdoulaye Keïta
Photo : Lamine Sylla

MATAM

Le grand nettoyage sous haute tension à Madina

Une vaste opération de déguerpissement des installations anarchiques a été lancée ce lundi 9 février 2026 autour du grand marché de Madina, véritable poumon économique de Conakry situé dans la commune de Matam.



Cette action d'envergure, conduite par les autorités locales s'inscrit dans une volonté de libérer les emprises publiques et de fluidifier la circulation sur des axes chroniquement congestionnés, du carrefour Moussoudougou à la route du Niger.

Selon l'administration communale, cette initiative fait partie d'un plan national d'assainissement visant à rendre l'espace urbain aux citoyens et à moderniser des secteurs devenus impraticables.

L'objectif affiché par Badra Cheickna Koné, le président de la délégation spéciale, est ambitieux : améliorer la mobilité autour du marché, dégager les trottoirs illégalement occupés et envisager, à terme, un recasement progressif des commerçants dans des espaces dédiés.

« Cette opération ne vise personne en particulier », a martelé le président de la délégation spéciale, insistant sur l'urgence de mettre fin à l'encombrement physique qui paralyse le quartier.

Pourtant, sur le bitume, le discours officiel se heurte à une réalité sociale brutale. Pour de nombreux vendeurs, le réveil a été douloureux. « Je vends ici depuis plus de quinze ans. C'est avec ce commerce que je nourris ma famille », confie un commerçant désespéré.

« Le jour du déguerpissement, nous avons été pris de court. Les agents sont arrivés tôt le matin et ont commencé à démolir les étals. Certains d'entre nous n'ont même pas eu le temps de sauver leurs marchandises. »

Si la nécessité d'assainir la ville est globalement admise, c'est la méthode et l'absence de solutions immédiates qui cristallisent les tensions. « Nous ne sommes pas contre l'ordre, mais nous demandons à être associés aux décisions », plaide le vendeur, qui ne sait désormais plus comment subvenir aux besoins de ses enfants.

Face à cette détresse, le ministre de l'Assainissement, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures, Aboubacar Camara, en visite sur les lieux, a rappelé que l'État prendra des dispositions pour aménager durablement l'environnement urbain tout en garantissant l'accessibilité des voies publiques.

Cette opération ravive toutefois des souvenirs amers. En septembre 2023, des interventions similaires près du marché de Madina avaient provoqué de violentes échauffourées entre commerçants et forces de l'ordre, paralysant durablement l'activité commerciale.

Le défi pour les autorités est désormais de transformer cet essai en aménagement pérenne, sans rompre le dialogue avec ceux pour qui Madina représente bien plus qu'un marché : une raison de vivre.

Ibrahima Sory Bangoura

MADINA

Le train frôle la mort au quotidien sur les rails du «Conakry Express»

L'occupation anarchique des emprises ferroviaires le long de l'axe du Conakry Express, particulièrement dans le secteur de Madina, ne relève plus du simple incivisme : c'est un danger de mort permanent...



Malgré les alertes répétées des autorités, cet espace vital, initialement réservé au passage exclusif du train urbain, a été transformé au fil des années en une zone d'usage abusif. Vendeurs ambulants, étalagistes, dépôts d'ordures et constructions artisanales se bousculent sur les rails.

À certains endroits, des marchés improvisés se tiennent à quelques centimètres seulement des voies, forçant les commerçants à une chorégraphie macabre : replier les étals à l'approche de la locomotive avant de les réinstaller sitôt le dernier wagon passé.

Cette situation, dénoncée par les responsables de la sécurité ferroviaire, met en péril la vie des riverains et entrave gravement la circulation du train ainsi que la maintenance des installations.

Face à ce péril, la société civile tente de réagir. L'ONG AJSEA, en partenariat avec des entreprises locales comme RUSAL CBK, a lancé une campagne de sensibilisation de 20 jours, de Dar-Es-Salam à Kouriah. L'objectif «zéro accident» semble pourtant difficile à atteindre tant les installations anarchiques -garages improvisés, dépotoirs, zones de vente-prolifèrent.

Les experts rappellent une réalité physique implacable : un train ne freine pas comme une voiture. Une fois lancé, il lui faut des centaines de mètres pour s'arrêter. Marcher, jouer ou commercer sur les rails multiplie donc les risques de drames mortels. Michel Laurent Lamah, résident du quartier, témoigne de

cette inconscience collective : « On voit des femmes vendre presque sur les voies et des enfants jouer sur les rails comme si c'était un terrain de foot. C'est un danger permanent. »

Selon lui, si la précarité pousse les gens à occuper le moindre espace disponible pour survivre, ils oublient que le train ne peut pas s'arrêter brusquement. Cette occupation pénalise aussi des milliers de travailleurs et d'élèves qui comptent sur ce transport chaque jour.

Le constat est identique pour Ibrahima David Soumah, gardien des voies ferrées à Madina, dont le quotidien est rythmé par la peur. Son travail consiste à siffler et à crier sans relâche pour faire descendre les enfants des rails ou dégager des obstacles - pierres, bois, ordures- qui pourraient provoquer un déraillement.

« On travaille avec la peur qu'un jour, il y ait un accident devant nous », confie-t-il, décrivant des situations où le cœur s'arrête quand un piéton tarde à quitter la voie malgré les coups de klaxon.

Pour sortir de cette impasse, la sensibilisation semble avoir atteint ses limites. Les acteurs de terrain appellent désormais à une action coordonnée des autorités locales et étatiques, incluant des mesures de déguerpissement fermes et des aménagements urbains alternatifs.

Sans une discipline rigoureuse et un aménagement sécurisé de l'emprise ferroviaire, le pire ne sera bientôt plus une hypothèse, mais une certitude.

BIS



ALPHA SEKOU BANGOURA (ONR)

« La route ne doit jamais être un lieu où la vie se sacrifie »

Depuis la fin du mois de janvier 2026, Conakry respire à nouveau. Une vaste opération de déguerpissement, visant à libérer les emprises routières, transforme le visage de la capitale guinéenne. Si l'initiative bouscule des habitudes ancrées, elle répond à une urgence absolue : fluidifier une circulation asphyxiée et garantir la sécurité des usagers. Entre fermeté régalienne et nécessaire apaisement social, l'État tente de concilier ordre urbain et humanité.

Pour décrypter les coulisses techniques et stratégiques de cette mutation, Horoya a rencontré Alpha Sékou Bangoura, Directeur Général de l'Observatoire National des Routes (ONR).

HOROYA : Pouvez-vous nous présenter brièvement l'ONR ?

Alpha Sékou Bangoura : L'Observatoire National des Routes est un service public technique rattaché au Ministère des Infrastructures. Notre mission est avant tout stratégique : nous planifions, observons et analysons l'état du réseau pour éclairer les décisions de l'État en matière d'entretien et d'investissement. L'ONR est, en quelque sorte, la sentinelle de notre patrimoine routier, veillant à ce que nos infrastructures demeurent sûres, durables et conformes aux normes.

Qu'est-ce qui a motivé le lancement de cette opération de déguerpissement ?

L'urgence était triple : sécuritaire, technique et légale. Nos infrastructures se dégradaient sous la pression des occupations anarchiques, les accidents se multipliaient et les réseaux d'assainissement étaient totalement obstrués.

Il s'agit d'une application stricte de la loi L/2016/074/AN portant protection du patrimoine routier. La loi est sans équivoque : l'emprise routière est un domaine public inaliénable et non cessible. Libérer ces espaces, c'est protéger des investissements publics colossaux qui appartiennent à tous les Guinéens.

Quel rôle joue l'ONR dans cette opération de terrain ?

Notre rôle est celui d'un expert, pas d'un agent de répression. Nous intervenons en amont pour identifier les emprises grâce à des données géoréférencées précises. Nous analysons l'impact de l'encombrement sur la fluidité du trafic et nous assurons un suivi post-opération pour empêcher toute réoccupation. Nous fournissons la « boussole technique » qui permet aux autorités de prendre des décisions justes et efficaces.

Comment l'État prend-il en compte les préoccupations des populations affectées par ces mesures ?

Le Président de la République a été très clair : il faut privilégier le dialogue. L'objectif n'est pas de briser des destins, mais de



lons sécuriser les zones libérées, aménager les espaces et renforcer les contrôles. L'idée est d'intégrer ces emprises dans une véritable planification urbaine pour qu'elles ne redeviennent jamais des zones de chaos.

Un dernier message aux citoyens ?

La route est notre bien commun. En prendre soin, c'est respecter la vie et l'économie nationale. Je remercie le Président de la République, le Général de Corps d'Armée Mamadi Doumbouya, pour son leadership, ainsi que l'ensemble du Gouvernement et des forces de l'ordre pour leur coordination. La réussite de cette transformation dépend de notre civisme à tous. Bâtir une ville moderne est une œuvre collective.

Propos recueillis par Amadou Mouctar Diallo

sauver des vies. Les collectivités locales et les services sociaux sont mobilisés pour étudier des mesures d'accompagnement et de relocalisation. À l'ONR, nous documentons chaque situation pour que la réponse de l'État soit la plus humaine possible, sans pour autant transiger sur la sécurité publique.

Certains citoyens jugent ces méthodes « dures », voire « inhumaines ». Que leur répondez-vous ?

Je comprends l'émotion. Nous parlons de personnes qui tentent de survivre par le petit commerce. Mais posez-vous la question : est-il humain de laisser des femmes et des enfants s'installer au bord d'une chaussée où un camion peut perdre ses freins à tout moment ? Est-il humain de laisser l'insalubrité provoquer des épidémies ? Le sacrifice d'aujourd'hui est la protection de demain. L'État n'agit pas contre les citoyens, mais contre le danger. L'emprise routière n'est pas un marché, c'est un espace de circulation.

Le Président de la République est intervenu personnellement pour apaiser les tensions. Quelle est votre lecture de son message ?

Son intervention a été celle d'un chef de famille : responsable et protectrice. Il a rappelé que la rigueur de la loi ne doit jamais exclure l'empathie. À l'ONR, nous suivons cette ligne : appliquer les règles avec fermeté, mais ne jamais cesser d'expliquer et de dialoguer. C'est cette pédagogie qui garantit l'adhésion au projet de société que nous bâtissons.

Quelles sont les prochaines étapes pour pérenniser ces résultats ?

Le plus dur commence : le maintien des acquis. Nous al-

SANTÉ-BIEN ÊTRE...

La carie dentaire, une menace silencieuse pour les sourires

La carie dentaire, souvent perçue comme une affection bénigne, est en réalité l'une des maladies les plus répandues et les plus sous-estimées dans le monde. Elle détruit progressivement les dents, parfois sans douleur apparente, jusqu'à provoquer des complications graves.

Dans une interview accordée au quotidien Horoya, le Dr Nounké Konaté, médecin généraliste à la clinique Médico-chirurgicale MATA DIALLO de Kagbélen, a mis en lumière les causes, les symptômes et les conséquences de cette pathologie qui touche particulièrement les enfants de moins de sept ans.

« La carie dentaire est une maladie infectieuse qui détruit progressivement les tissus de la dent sous l'action des bactéries de la plaque dentaire, nourrie par les sucres alimentaires », explique le Dr Konaté. Selon lui, l'accumulation de débris alimentaires, le manque d'hygiène bucco-dentaire, la consommation excessive de sucre, le déficit en fluor ou encore le tabagisme figurent parmi les principaux facteurs de risque.

La carie se développe d'abord sur l'émail, sans provoquer de douleur. Mais lorsque l'infection atteint la dentine et la pulpe, les symptômes apparaissent : sensibilité aux aliments chauds, froids ou sucrés, taches visibles sur les dents, petits trous ou encore abcès dentaires. « Ces signaux doivent alerter et pousser à consulter rapidement », insiste le médecin.

Au-delà des douleurs intenses et de la perte de dents, la carie peut entraîner une mauvaise haleine, des troubles digestifs et, dans certains cas, des complications plus graves liées à la propagation bactérienne par les vaisseaux sanguins.

La prévention, un geste vital

Pour réduire les risques, le Dr Konaté recommande un brossage régulier — deux à trois fois par jour avec un dentifrice fluoré —, l'usage du fil dentaire, la diminution de la consommation de produits sucrés et des visites régulières chez le dentiste. « La prévention reste la meilleure arme contre la carie dentaire », conclut-il.

Mamady Cissé

★ HUMOUR ★

M. Sylla le Boucantier

La Guinée regorge de cadres mais les plus reconnus et boucantiers, sont les Sylla. Ils sont beaux et intrépides.

Syllakai est un jeune intellectuel originaire de coyah. Après ses études universitaires à Gamal Abdel Nasser, a commen son stage au ministère de l'économie et des finances. Chaque matin, il s'habille très bien avec son sac diplomatique en main, avec une mine patibulaire, pour aller au Ministère des finances. La prime de stage qu'il percevait mensuellement lui sert dans l'achat des parfums, des montres, des cravates et autres pour toujours paraître bien et se faire voir car il a fait croire à tout le monde qu'il est financier et qu'il a des postes de responsabilité au Ministère et cela a pris bon vent car tout le monde l'a cru. souvent, il se fait préoccupé dans la rue quand ses petits du quartier le rencontrent.

« Grand Sylla salut, vous vous faites vraiment rare », «

oui petits comment allez-vous, je suis vraiment occupé » ajoute le jeune Sylla, « ça se voit » répliquent les petits. Il a fini par embarqué tout le monde dans son jeu. Toutes les filles de coyah couraient derrière lui « Sylla mon mari, Sylla le gentleman » il a courtoisé pas mal de filles et promis à certaines le mariage. On l'appelle même chouchou des filles dans le quartier. Mais malheureusement pour lui, même ses propres parents sont embarqués dans son jeu jusqu'à ce qu'ils décident de lui trouver une femme car leur fils commence à être riche alors il faut cadrer sa richesse en lui donnant une épouse.

Après le mariage, sa copine Binta à qui il avait promis le mariage il y a des années, a piqué une crise. Lorsqu'elle s'est retrouvée, elle l'a appelé mais il n'a pas décroché « Sylla ne peut pas me faire ça » ajoute Binta. Un jour après plusieurs tentatives de celle-ci, sa femme mariée, lui dit de décrocher car cela pourrait être un parent qui

chercherait à leur rendre visite. C'est ainsi Syllakai, décroche le fameux appel sans savoir que c'est Binta sa copine. Et sa mariée était à-côté.

Chers lecteurs du Quotidien Horoya suivez la conversation de M. Sylla, et la technique qu'il a utilisé.

Allo « Toi tu es un salaud ! » crie Binta, « Amine ! » répond Sylla ;

« Tu es ingrat ! » ajoute encore Binta, « Amina Yarabi ! » réplique Sylla ;

« De tous les hommes, tu es le plus lâche ! » ajoute Binta, « c'est très gentil de ta part ! » réplique Sylla ;

« C'est l'enfer qui t'attend ! » ajoute encore Binta, « Inchallah ! » réplique Sylla ;

Sylla raccroche tranquillement. Et quand sa nouvelle femme lui demande « avec qui tu conversais au téléphone » il répond « Chérie c'était un sage du quartier ».

Oumar Kindy Thiam

SPORTS DE COMBAT

Les champions célébrés

La 3^e édition de la Nuit des Sports de Combat s'est tenue le vendredi 13 février 2026 dans un grand hôtel de Conakry. Organisée par la structure Sports Event's en collaboration avec l'Union des Sports de Combat dirigée par Elhadj Abdoulaye Condé et maître Abdoulaye Balipili Diallo, la cérémonie a récompensé les meilleurs athlètes guinéens des disciplines de boxe, judo, lutte, karaté et sambo.



Idrissa Tall Kanté (Karaté), M'Mah Camara (Lutte), Abass Diallo (Sambo).

Juniors

Saïdou Diallo (Boxe), Abdoulaye Barry (Judo), Mohamed Sidibé (Karaté), N'Frantoma Camara (Lutte), Jean Yapi (Sambo).

Seniors

Yousseuf Diallo (Boxe), Moustapha Fofana (Judo), Anne Carolie Keita (Karaté), Mohamed M. Touré (Lutte), Dan Malemou (Sambo).

Avant d'accéder à cette prestigieuse soirée, les combattants avaient été retenus lors de la Journée des Sports de Combat du 7 février, organisée à l'esplanade du stade du 28 Septembre. Les démonstrations ont permis de sélectionner les 15 athlètes les plus performants de l'année 2025, répartis en trois catégories/ : cadet, junior et senior.

Le moment fort de la soirée fut l'attribution du Prix spécial à Mamadou Saliou Diallo, sacré Roi des Sports de Combat. Une distinction qui vient couronner son parcours exceptionnel et son rôle de figure emblématique des arts martiaux guinéens.

Les lauréats par catégorie

Cadets

Yousseuf 2 Diallo (Boxe), Aminata Soumah (Judo),

Maïmouna Fria Bangoura

N'ZEREKORE

Bientôt un terrain de football en gazon synthétique

Les amateurs de football de la capitale de la Guinée forestière peuvent se réjouir : N'Zérékoré bénéficiera bientôt d'un terrain de football en gazon synthétique, une infrastructure moderne longtemps attendue par les joueurs, clubs et supporters.



étape décisive pour le football en Guinée forestière. Ils espèrent que cette infrastructure favorisera la progression des compétitions régionales, renforcera les performances des clubs et attirera davantage d'événements sportifs.

Cependant, certains dirigeants rappellent que des besoins complémentaires persistent, notamment l'amélioration des tribunes, des vestiaires et de l'éclairage, qui pourraient être envisagés dans le cadre de futurs investissements.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme FIFA Forward, lancé par la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) en partenariat avec la Fédération Guinéenne de Football (Féguifoot). Trois terrains sont prévus dans les régions intérieures du pays : Mamou, Faranah et N'Zérékoré.

Lors de la cérémonie de lancement, les responsables de la Féguifoot et les représentants de la FIFA ont souligné l'importance de ces infrastructures pour le développement du football national. Elles permettront aux jeunes talents d'évoluer dans des conditions con-

formes aux normes internationales et de réduire les inégalités entre Conakry et l'intérieur du pays.

À N'Zérékoré, le stade préfectoral du 3 avril, principal lieu de rencontres sportives locales, a été retenu pour accueillir cette pelouse synthétique. Les travaux, confiés à une entreprise spécialisée après appel d'offres, devraient durer environ dix mois. Outre la pose du gazon, le projet inclut un système de drainage et d'irrigation, garantissant une utilisation optimale en toutes saisons.

Les responsables sportifs de la région saluent cette initiative, qu'ils considèrent comme une

La construction de ce terrain en gazon synthétique marque un tournant pour N'Zérékoré et s'inscrit dans une stratégie plus large de développement des infrastructures sportives en Guinée intérieure. Si le calendrier est respecté, le stade devrait être opérationnel dans les prochains mois, offrant aux passionnés de football un cadre moderne et adapté.

Ibrahima Sory Bangoura

LIGUE 1 GUICOPRES

Hafia FC propulsé à la 2e place

Le Hafia FC a transformé une défaite en victoire administrative lors de la 14^e journée du championnat national Ligue 1 Guicopres. Battus 1-0 par la SAG de Siguiri le 6 février 2026 au stade Mballou Mady Diakité Glao de Kankan, les Vert et Blanc ont finalement obtenu gain de cause sur tapis vert, après une réserve jugée recevable par la Ligue Guinéenne de Football Professionnel (LGFP).



Le joueur au cœur de la polémique

La contestation portait sur l'alignement de Mohamed Doumbouya, qui évoluait avec la SAG sans avoir été officiellement libéré par son club d'origine, la Renaissance Caïman Club de Kamsar (RCCK). Selon le courrier de la LGFP daté du 13 février 2026, aucune attestation de la Fédération ne confirmait son appartenance à la SAG.

Décision de la LGFP

En application des articles 25, 102 et 105 du règlement du championnat, la LGFP a sanc-

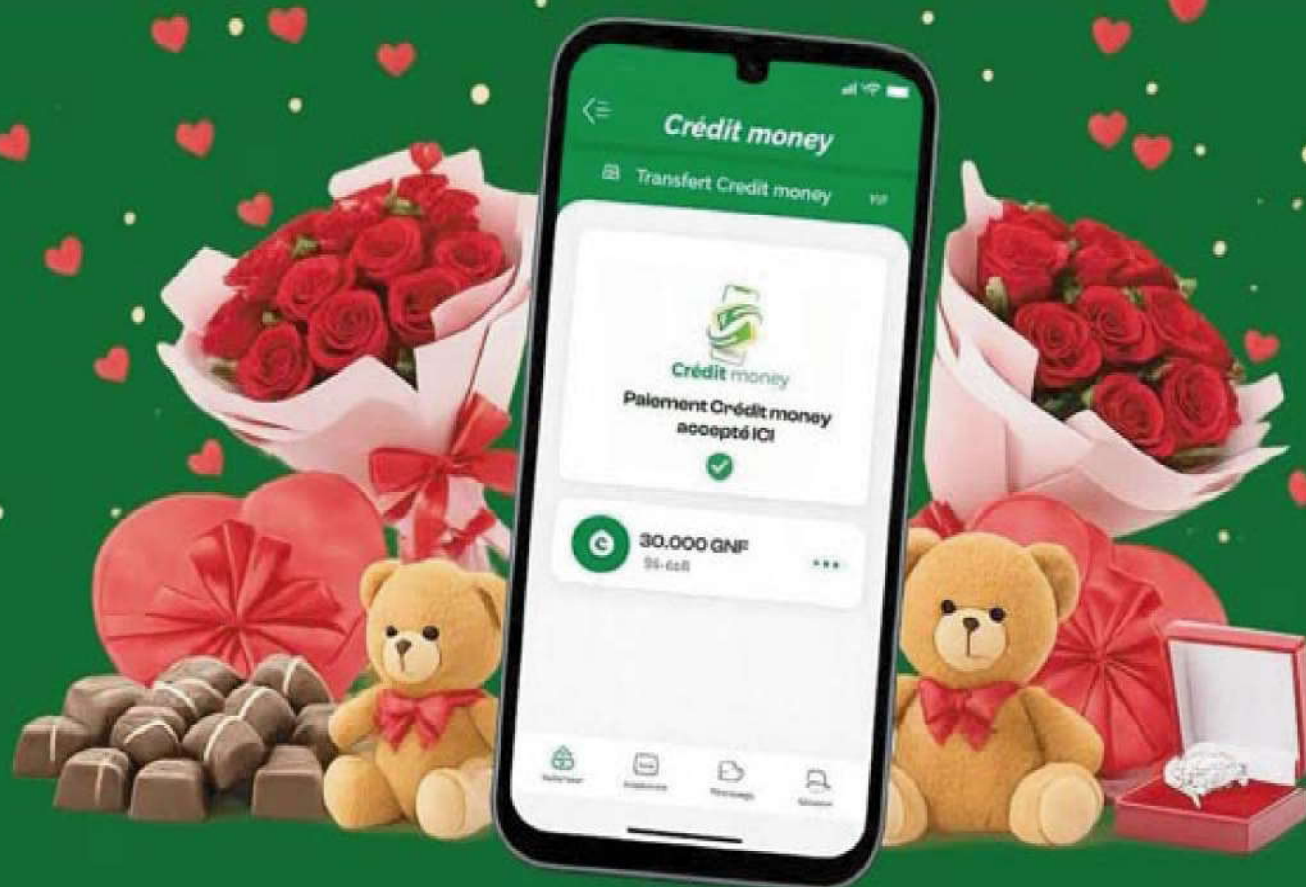
tionné la SAG de Siguiri. Match perdu sur tapis vert (0-3) au profit du Hafia FC ; Amende de 5 millions de francs guinéens; Suspension de qualification pour Mohamed Doumbouya jusqu'à régularisation administrative

Grâce à cette décision, le Hafia FC grimpe de la 4^e à la 2^e place du classement avec 32 points, à une longueur seulement du leader. Une avancée qui relance les ambitions des coéquipiers d'Alhassane Cantona Bangoura dans la course au titre.

Maï Fria



LES MEILLEURS CADEAUX DE SAINT-VALENTIN SONT PAYÉS AVEC CRÉDIT MONEY !



CREDIT RURAL DE GUINEE

CONTACTEZ- NOUS **626 55 55 55**

Ensemble travaillons pour notre réussite
#Meilleure microfinance 2025

HOROYA
Quotidien national

QHoroya
 Journal Horoya
www.horoya.net.gn

POUR VOS ABONNEMENTS

Siège : Dans l'enceinte de la RTG Boulbinet - Kaloum
Tél: +224 664 633 212 / 623 693 886 - BP : 191 Conakry
E-mail : horoya1958@gmail.com